

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article14026>

Pour l'Europe de la défense, c'est maintenant ou jamais

- Défense - International -



Date de mise en ligne : mercredi 27 octobre 2010

Spyworld Actu

Lors du prochain sommet Sarkozy-Cameron, début novembre, on devrait normalement en savoir plus sur la volonté du Royaume-Uni de renforcer de manière significative sa coopération militaire avec la France. A l'heure de la rigueur, Londres espère ainsi faire des économies substantielles, en partageant le maximum de dépenses avec son allié. De passage en septembre à Paris, où il a rencontré son homologue Hervé Morin, Liam Fox, le secrétaire d'Etat britannique à la Défense, a fait montre d'une ouverture étonnante : « Tout est sur la table », a-t-il déclaré en substance.

La perfide Albion ferait donc les yeux doux au coq gaulois ? Les sceptiques soulignent à raison que, si ses finances publiques n'étaient pas à ce point dégradées, le Royaume-Uni continuerait de snober son partenaire continental. D'autant que les limites de l'exercice sont parfaitement posées. James Arbuthnot, le président de la commission de la Défense de la Chambre des communes, les a rappelées : les deux pays sont des partenaires « idéaux », mais l'Otan - comprendre les Etats-Unis - restera « au coeur de notre stratégie » de sécurité nationale.

Qu'importe. Prenant la balle au bond, le ministère français de la Défense, qui lui aussi doit se serrer le ceinturon, a ressorti de ses tiroirs tous les dossiers de coopération bilatérale en souffrance : lutte anti sous-marine, patrouilles navales mixtes, drones, avions ravitailleurs, maintenance de l'A400M, satellites de télécommunications... Même le porte-avions commun pourrait être à l'agenda du sommet. En tout, une cinquantaine de dossiers sont à l'étude selon l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées. Après tout, rapprocher les deux premières armées européennes, très semblables dans leurs moyens et leurs doctrines, fait sens du point de vue opérationnel autant que budgétaire.

Conscient des limites des coopérations industrielles avec les Américains - l'expérience douloureuse de l'avion de combat JSF sans doute -, le Royaume-Uni irait même jusqu'à accepter des dépendances mutuelles avec la France sur certaines technologies, dans les missiles par exemple. En clair : il s'agirait de rationaliser les bureaux d'études des deux côtés de la Manche pour éviter les doublons. Pragmatiques, les responsables anglais ont fini pas se rendre compte que la politique du moindre coût à outrance desservait l'industrie et la souveraineté nationales.

Les promesses, on le voit, sont nombreuses et les vents porteurs. Attention, toutefois, à ne pas provoquer une déception inversement proportionnelle à l'ambition politique affichée. Car, à l'heure où tous les budgets militaires du Vieux Continent sont en baisse, ce qui sortira des cogitations bilatérales en cours aura plus que valeur de symbole pour l'Europe de la Défense.

Il y a douze ans, Jacques Chirac et Tony Blair en ont jeté les bases lors du sommet franco-britannique de Saint-Malo. Mais, depuis, malgré quelques opérations extérieures - comme celle menées au large de la Somalie -, « l'Europe puissance » reste une expression tabou. Si les annonces de novembre devaient, à terme, accoucher une deuxième fois d'une souris, alors ce serait un coup dur porté aux efforts des Vingt-Sept pour peser - même un peu - militairement sur la scène internationale. Et, sur le plan industriel, les nécessaires coopérations transnationales devraient se contenter encore longtemps d'expédients.

Jean-Marie Poimboeuf, le président du Gican, le groupement des industries de construction et activités navales françaises, l'a encore rappelé récemment. Pour qu'il y ait coopération, il faut de quoi coopérer. Et les programmes d'armement susceptibles d'être menés à plusieurs pays sont rares puisque les grandes marines européennes ont chacune développé leurs frégates. Le constat vaut également pour les blindés (l'Europe compte une dizaine de fabricants) et les avions de combat au travers de la concurrence Eurofighter-Rafale. Pour remédier aux surcapacités industrielles, il reste bien la piste des alliances à l'export. Mais, là encore, on n'en prend pas vraiment le chemin. Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qui se passe au Brésil.

Le gouvernement Lula a choisi la carte française plutôt qu'allemande pour les sous-marins. Tant mieux pour DCNS,

tant pis pour TKMS. Mais ce dernier reste bien placé sur d'autres compétitions. Et pourtant chacun s'accorde à dire que l'étroitesse de ce marché dans le monde rend la concurrence entre les deux chantiers navals suicidaire. Pour ce qui est de la modernisation des navires de surface, la situation est encore plus risible. Rio de Janeiro a lancé une consultation internationale à laquelle la France et l'Italie vont sans doute répondre séparément. Comment ? En proposant chacun leur frégate multimission, pourtant issue d'une coopération... franco-italienne !

Dans ces conditions, il serait peut-être temps pour certains industriels français encore trop ancrés sur leur passé d'arsenal de changer de pied. Puisque les projets de rapprochement européens ne donnent rien, notamment parce qu'ils réveillent les patriotismes économiques comme le souligne le patron de Dassault, pourquoi ne pas aller faire ses emplettes dans les pays émergents ? Eux au moins ont encore des budgets militaires en croissance. Ces trois dernières années, l'Etat français a été plutôt généreux et certains groupes d'armement comme DCNS ou Nexter ont les poches pleines. La stratégie d'implantations par acquisition menée en son temps par l'ex-Thomson-CSF a fait de Thales un groupe aux racines toujours françaises, mais parfaitement global. Pourquoi ne pas s'inspirer de cet exemple ?

Post-scriptum :

<http://www.lesechos.fr/opinions/ana...>